

ANNEXE 2



AVENANT **à la convention de délégation de compétences XXX valant** **transfert dudit contrat à la Région Centre - Val de Loire**

ENTRE :

La Région Centre-Val de Loire, 9 rue Saint Pierre Lentin - 45041 ORLEANS CEDEX 1, représentée par le Président du Conseil régional, Monsieur François BONNEAU, dûment habilité,

ci-après dénommée « **La Région** », de première part

ET

La Collectivité représentée par M dûment habilité,

ci-après dénommée « **Le Titulaire** », de deuxième part.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe); et notamment ses articles 133 et 15 ;

VU l'ordonnance n°2010-1307 du 28 octobre 2010 relative à la partie législative du code des transports et notamment l'article L. 3111-1 ;

VU l'article L.1111-8 du code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n°16.05.05 de l'Assemblée plénière du 15 décembre 2016 adoptant le présent avenant ;

Il a été convenu de ce qui suit :

PREAMBULE

Par une convention signée le **XX/XX/XXXX**, le Département du **XXXXXXXX** a délégué partiellement/totalement sa compétence en matière d'organisation des transports **urbains/régulier/ à la demande** à **XXXXXXXX**.

Toutefois, le nouvel article L. 3111-1 du Code des transports introduit par la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) prévoit que:

« Sans préjudice des articles L. 3111-17 et L. 3421-2, les services non urbains, réguliers ou à la demande, sont organisés par la région, à l'exclusion des services de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires. Ils sont assurés, dans les conditions prévues aux articles L. 1221-1 à L. 1221-11, par la région ou par les entreprises publiques ou privées qui ont passé avec elle une convention à durée déterminée ».

Ainsi, à compter de l'entrée en vigueur de cette nouvelle disposition, les régions seront compétentes, en lieu et place des départements, s'agissant des services de transport non urbains, réguliers ou à la demande.

A cet égard, aux termes de l'article 133, XII de la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) :

« Sauf dispositions contraires, pour tout transfert de compétence ou délégation de compétence prévu par le code général des collectivités territoriales, la collectivité territoriale ou l'établissement public est substitué de plein droit à l'Etat, à la collectivité ou à l'établissement public dans l'ensemble de ses droits et obligations, dans toutes ses délibérations et tous ses actes. Les contrats sont alors exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. Dans le cadre d'une délégation ou d'un transfert de compétence, la substitution de la personne morale n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant. La collectivité ou l'établissement public qui transfère ou délègue la compétence informe les cocontractants de cette substitution (...) ».

Dès lors, à compter de la prise de la compétence transport par la Région Centre-Val de Loire, les contrats conclus par les départements seront transférés automatiquement et de plein droit à la Région Centre-Val de Loire qui substituera les départements dans l'ensemble des droits et obligations issus des contrats conclus.

Il est prévu par le VII de l'article 15 de Loi n°2015-991 du 7 août 2015 précitée que ces dispositions entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2017.

En ces circonstances, il résulte de l'application combinée des dispositions qui précèdent que la Région Centre – Val de Loire sera légalement compétente à compter du 1^{er} janvier 2017 en matière de gestion des transports interurbains et se verra transférer tous les contrats afférents à l'exercice de cette compétence.

Par conséquent, la convention signée en date du **XX/XX/XXXX** par laquelle le Département du **XXXXXXXX** a délégué partiellement/totalement sa compétence en matière d'organisation des transports urbains/réguliers/à la demande va être transférée à la Région Centre – Val de Loire.

La Région Centre – Val de Loire deviendra, à compter du 1^{er} janvier 2017, le nouveau cocontractant de la **XXX** de sorte qu'elle substituera le Département dans l'ensemble des droits et obligations résultant de ladite convention et ce sans que le titulaire ne puisse se prévoir d'un quelconque droit à résiliation ou à indemnisation.

Article 1 : Objet de l'Avenant

- 1.1 Le présent Avenant a pour objet de constater le transfert de la convention de délégation de compétences passée entre le Département de XXX et XXX au profit de la Région Centre – Val de Loire, en application du nouvel article L.3111-1 du Code des transports qui confie aux régions la compétence en matière de gestion des transports interurbains et prévoit le transfert automatique des contrats relatifs à cette compétence.
- 1.2 La Région Centre – Val de Loire se substitue dans les droits et obligations issus de la convention susmentionnée ainsi que dans les délibérations et actes afférents à sa conclusion ou à son exécution.
- 1.3 La conclusion du présent avenant vaut également information du titulaire, en sa qualité de nouveau cocontractant de la Région Centre – Val de Loire, conformément à l'article 133 XII de la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 précitée.

Article 2 : Durée de l'Avenant

Le présent avenant prend effet à compter du 1^{er} janvier 2017, en application de l'article 15 VII de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 précitée qui prévoit la reprise par les régions de la compétence en matière de gestion des transports interurbains à compter de cette date.

Cet avenant est ainsi conclu sans limitation de durée.

Article 3 : Modalité du transfert

Dans le cadre de ce transfert de compétence, XXX est tenue de mettre en œuvre sa mission d'organisation des transports urbains/réguliers/à la demande dans les conditions dans lesquelles le Département lui avait initialement délégué cette compétence en contractant avec elle.

Le fait que la Région Centre – Val de Loire devienne son nouveau cocontractant n'a aucune conséquence sur les modalités dans lesquelles XXX exécute sa mission.

Comme l'indique expressément l'article 133 XII de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 précité, le transfert du contrat n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour XXX.

Article 4 : Portée du présent Avenant

Toutes les clauses de la convention initiale et de chacun de ses avenants non contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant restent en vigueur, demeurent inchangées et continuent de s'appliquer.

Article 5 : Juridiction compétente

A défaut de règlement amiable, tout litige relatif à l'interprétation ou l'exécution du présent avenant sera porté devant le Tribunal Administratif d'Orléans.

Fait à Orléans, le

En deux exemplaires originaux

Pour XXX

Pour le Président du Conseil régional
et par délégation,